HAL
open science

Entre science et politique : la naissance de la germanistique française

Emmanuelle Picard

To cite this version:

Emmanuelle Picard. Entre science et politique : la naissance de la germanistique française. Vincent Guiader; Nicolas Defaud. Discipliner les sciences sociales. Les usages sociaux des frontières scientifiques, L'Harmattan, pp.13-26, 2002, Cahiers politiques, 2-7475-2720-4. halshs-01093097

HAL Id: halshs-01093097

https://shs.hal.science/halshs-01093097v1

Submitted on 19 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Entre science et politique : la naissance de la germanistique française », *in* Nicolas DEFAUD, Vincent GUIADER (dir.), *Discipliner les sciences sociales. Les usages sociaux des frontières scientifiques*, Paris, L'Harmattan, (Coll. Cahiers Politiques), 2002, p. 13-26.

ENTRE SCIENCE ET POLITIQUE, LA NAISSANCE DE LA GERMANISTIQUE FRANÇAISE

Emmanuelle PICARD
Docteur en Histoire

Dans la France du XIXème siècle, il n'y a pas de correspondance systématique entre la germanistique (entendue comme le discours universitaire consacré à l'Allemagne dans le cadre des enseignements de langues étrangères[1]) et la production savante sur le même sujet. L'Allemagne n'est pas encore un pré carré, réservé aux titulaires d'une agrégation ou d'un doctorat spécifique, mais un objet investi par les autres disciplines. Cette dissolution du sujet allemand aux quatre coins de l'université, ainsi que son investissement par des non universitaires, producteurs de discours tout aussi reconnus, explique les enjeux de définition qui président à la création de la première chaire spécifique de langue et littérature allemande en 1901 à la Sorbonne. Pour se constituer en discipline autonome, la germanistique doit trouver les moyens de s'approprier l'objet Allemagne comme un domaine réservé et de disqualifier scientifiquement les usages qui en sont faits par l'extérieur. La stratégie la plus efficace consiste à revendiquer une capacité d'analyse complète, c'est-à-dire englobant tous les aspects du problème. La prétention à « tenir un discours général sur la « culture » ou « la civilisation » allemandes »[2] permet alors aux germanistes de se poser comme seuls détenteurs qualifiés de la compétence, dépositaire de la parole légitime. L'objet Allemagne est ainsi isolé comme principe de définition d'une discipline. A côté de cet enjeu que l'on pourrait qualifier de savant, il s'agit également d'occuper, dans le champ intellectuel et sur la scène publique, une position dominante chaque fois qu'il est question de porter un jugement ou d'avancer une explication à propos de l'Allemagne. Cet enjeu « politique » (au sens d'intervention dans la Cité) compose le second terme d'une alternative dans laquelle s'inscrit l'histoire de la germanistique. L'articulation entre les deux dimensions autorise une pluralité de formes de conciliation entre le politique et l'universitaire selon la conjoncture. Au moment de sa fondation, la germanistique est plutôt portée à privilégier une forme de « politisation » pour deux raisons essentielles. La première est l'impossibilité de prétendre à une quelconque exclusivité sur le sujet « Allemagne » face à d'autres disciplines beaucoup plus solidement installées dans la hiérarchie universitaire et notamment la philosophie et l'histoire. La seconde raison relève du contexte scientifique de la fin du XIXème siècle et du début du XXème d'une « politisation » des sciences, comprise comme volonté d'instrumentaliser les connaissances scientifiques dans un effort de

définition de l'identité nationale[3]. En ce sens, les tensions entre la France et l'Allemagne depuis 1870, réactivées par la première guerre mondiale offrent un cadre immédiat d'analyse et justifient à elles seules l'apparition d'un groupe de spécialistes sur la question. Enfin, il faut ajouter comme dernier facteur encourageant cette orientation, la vocation presque naturelle d'ambassadeur culturel qui est affectée au professeur de langue vivante[4].

Savant, expert ou publiciste : la conquête de la légitimité

En position de fragilité scientifique, car ne bénéficiant pas d'une pratique spécifique qui lui permettrait dès l'origine de s'imposer comme le discours de référence, la germanistique française, devant l'abondance des publications sur l'Allemagne autour de la première guerre, doit conquérir son identité en confisquant la prétention à la connaissance exhaustive et à la vérité. Elle doit pour y parvenir intégrer la double composante du savoir et des formes de son énonciation. Se limiter à l'étude de la langue, à une période où la production sur l'Allemagne abonde et où elle entend répondre à l'idée d'un problème aigu, donc d'un besoin d'information et d'analyse, risquerait d'entraîner l'étouffement dans l'œuf d'une discipline naissante. De plus, les sollicitations extérieures sont multiples, à commencer par celles des organisations gouvernementales de propagande durant le conflit. Dans une étude sur la place de l'histoire des idées dans la germanistique française, G. Raulet souligne le passage progressif d'une préoccupation essentiellement littéraire et philologique initiale à des études axées sur l'Allemagne contemporaine, politique et sociale[5]. Certaines chaires de l'entre-deux guerres ont pour intitulé « histoire de la civilisation allemande » ou « civilisation allemande contemporaine » (Edmond Vermeil à Strasbourg, puis à Paris) à côté de la traditionnelle dénomination de « langue et littérature germanique » qui est celle de Charles Tonnelat à la Sorbonne[6].

La conquête s'opère par la mise en place d'instruments spécifiques, dont Edmond Vermeil est l'un des principaux artisans. Nommé en 1919 à l'Université de Strasbourg, il crée le Centre d'Etudes Germaniques (C.E.G.), qui publie un *Bulletin de presse allemande*, par la suite *Bulletin mensuel jaune*[7]. Bien que très fournies, ces deux publications se limitent cependant à des revues de presse allemande. Puis il est responsable de la création, en 1933, de l'Institut d'Etudes germaniques à la Sorbonne. En 1931, le C.E.G. lance une revue d'analyse, *L'Allemagne contemporaine*[8], présentée comme « la seule revue paraissant en France sur le germanisme »[9]. Ses auteurs, le plus souvent des universitaires, proposent une approche pluridisciplinaire de la question allemande. René Capitant,

par exemple, signe des articles sur le fonctionnement institutionnel du IIIème Reich. Mais on trouve aussi dans les sommaires de *L'Allemagne contemporaine* les signatures d'Hubert Beuve-Méry, en poste pour *Le Temps* à l'étranger jusqu'à l'automne 1938, et de Maurice Schumann. La participation directe de Vermeil y est d'ailleurs réduite, puisqu'il n'y fait paraître qu'un seul article sur « La situation des classes moyennes en Allemagne »[10]. Le cas de la *Revue d'Allemagne* fondée à Strasbourg en 1927, et à laquelle Vermeil participe durant les deux premières années, recoupe très exactement celui de *L'Allemagne contemporaine*. L'approche est pluridisciplinaire, avec la volonté scientifique forte d'en faire l'instrument de référence, mais avec aussi le recours à des signatures non universitaires[11]. Malgré la volonté de circonscrire l'espace de la parole légitime sur l'Allemagne aux seuls germanistes, il faut souligner la persistance de la présence d'autres spécialistes. C'est alors par la conquête d'autres positions que pourra se réaliser l'accès à une position indiscutable et privilégiée d'expertise.

Le cheminement d'Edmond Vermeil vers la position d'expert[12] passe par son engagement croissant dans des publications en direction du grand public. La germanistique universitaire, quand elle ne se limite pas aux questions purement littéraires et philologiques, se situe dans une position intermédiaire entre le champ universitaire et le champ politique. Elle en tire le bénéfice d'être légitimée par une pratique savante. Si Edmond Vermeil poursuit ses travaux de recherches, en particulier sur les doctrinaires de la révolution allemande, il participe aussi, en 1925, au lancement de *L'Année politique, française et étrangère*, avec le juriste Bernard Lavergne[13]. A Strasbourg, il anime le Comité alsacien d'études et d'information auquel collabore le bureau berlinois du Comité franco-allemand des Mayrisch. Sa production se tourne de plus en plus vers l'Allemagne très contemporaine et, en 1931, il fait paraître une brochure de soixante-douze pages sous le titre : *Le national-socialisme vu d'Allemagne et de France*. Il s'agit d'une compilation d'articles parus dans la *Frankfurter Zeitung*, qui décrivent l'emprise du nazisme sur la jeunesse allemande et mettent en garde contre le danger qu'il fait courir à la paix européenne. Dans le même temps, il donne, à la Dotation Carnegie pour la Paix, une série de trois conférences portant sur l'Histoire de l'Allemagne et les relations franco-allemandes[14]. Entre janvier 1932 et janvier 1933, aux côtés de Lucien Romier et de Wladimir d'Ormesson, il réagit à l'évolution de l'Allemagne dans « La tribune libre » du journal *Le Temps*. Le séjour qu'il effectue Outre-Rhin durant six mois au cours de l'année 1932 nourrit ses analyses et ses descriptions. A partir de mars 1934, il s'engage d'une façon plus politique en participant à la fondation du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, où il poursuit ce

qu'il estime être sa mission d'information et pour lequel il fait paraître une brochure sur l'hitlérisme[15].
L'élaboration d'un cadre d'analyse de l'Allemagne envisagée dans sa globalité est le complément indispensable de cette double position de savant et de politique. La germanistique dont Vermeil est alors le principal représentant (Charles Andler est mort en 1935 et Vermeil est élu à la Sorbonne en 1934) hérite de ce point de vue du « problème allemand » constitué comme tel avant qu'elle-même ne commence à exister au plan institutionnel. Elle doit donc travailler à se l'approprier.

Une mission : circonvenir l'énigme allemande[16]

Une partie de la germanistique se politise en fondant sa légitimité sur sa capacité à forger un cadre d'analyse du « problème allemand ». Ce faisant, elle s'inscrit dans une tradition qui remonte à 1870 et qui intègre la double composante du danger et de la supériorité. L'existence d'une Allemagne unifiée est perçue comme un facteur de danger pour la sécurité de l'Europe et de la France. Désignés comme les responsables des deux guerres de 1870 et 1914, le nationalisme allemand, et son expression spécifique qu'est le pangermanisme, imposent la compréhension de leurs fondements profonds afin de pouvoir prévoir et empêcher la résurgence de leurs effets. La justification du travail du germaniste se comprend alors dans la nécessité qui lui est faite d'œuvrer à élucider l'énigme allemande.
Dans sa lettre de candidature au Collège de France, où il ambitionne de succéder à Charles Andler, Edmond Vermeil donne une définition utilitariste de la discipline : « la germanistique est (...) la science de l'Allemagne tout court, telle que nous devons la connaître pour déterminer notre attitude intellectuelle et pratique à son égard »[17]. Elle ne peut se contenter de produire des études historiques ou littéraires mais doit au contraire se soumettre aux contraintes de l'actualité, afin de permettre la compréhension du présent par l'étude du passé et la détermination des « solutions qui conviennent le mieux à nos intérêts et à nos désirs les plus légitimes »[18].
Il en résulte une impossibilité à rester à l'abri de sa tour d'ivoire et de se contenter de la posture de « pur savant », qui conditionnera son engagement au sein du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes. L'arrivée d'Hitler au pouvoir, puis l'observation du phénomène national-socialiste renforce en effet la pertinence de la question de l'énigme allemande, et pose avec une nouvelle acuité celle de l'attitude à prendre à son égard. Edmond Vermeil produit en 1940 une synthèse au titre significatif : *L'Allemagne, essai d'explication.* Il y présente un vaste schéma d'interprétation de l'histoire culturelle et

politique de l'Allemagne depuis la Réforme, fournissant les clés d'une explication générale de la « voie allemande » et de son exceptionnalité. Ce faisant, il produit un modèle d'approche civilisationniste du problème allemand, héritier direct des modalités scientifiques de constitution de la discipline.
La formation et les centres d'intérêts des deux pères de la germanistique française, Charles Andler et Lucien Herr, ont façonné les études germaniques françaises d'une façon opposée à la *Germanistik* allemande, essentiellement occupée de littérature. Pour ces deux normaliens philosophes (Andler ne passe l'agrégation d'allemand qu'après un double échec à celle de philosophie), « l'étude de l'allemand est avant tout celle de la culture allemande (...) et l'étude du phénomène littéraire en tant que tel ne les intéresse guère »[19]. Ils n'intègrent celle-ci que comme élément d'un travail comparatiste entre les deux civilisations. Cette volonté d'appréhender l'Allemagne comme un objet total se traduit par la publication d'un ouvrage à destination des élèves du secondaire, regroupant des textes relatifs à tous les aspects de la vie allemande[20]. Dans le tableau des études germaniques que trace Charles Andler en 1915, il insiste sur la recherche permanente, par le biais des différentes approches (historique, philologique, philosophique, littéraire), du lien « qui se découvre toujours » entre les diverses composantes de la réalité allemande[21].
Héritière de dispositions propres à des individus dont la spécialisation en germanistique est secondaire, enserrée dans un processus d'affirmation universitaire, située au cœur d'une question politique immédiate, la germanistique prend progressivement la forme qui sera la sienne jusqu'au début des années cinquante. Si les spécialistes de la langue (et en particulier les philologues, comme Tonnelat en poste à la Sorbonne entre 1926 et 1934, puis prenant la suite d'Andler au Collège de France ou de Mossé, son successeur à cette même chaire) continuent à exister au sein des universités françaises, leur position apparaît nettement minoritaire ; et cela d'autant plus que les relations franco-allemandes connaissent des périodes de tensions[22]. En revanche, la posture de civilisationniste se construit et avec elle la capacité à produire le discours de vérité au sujet de l'Allemagne contemporaine. En l'absence d'un héritage codifié des formes d'un tel travail scientifique, la méthode employée aura tendance à subordonner les moyens à la fin, c'est-à-dire à l'explication globalisante du pays. Vermeil propose une définition de la germanistique, comme modèle explicatif global : « C'est dire que la germanistique est et doit être, en son essence, la science des faits allemands quels qu'ils soient, la science qui en lie les divers aspects et les diverses catégories, la science de l'Allemagne tout court »[23].

Dans la perspective civilisationniste, la culture est élevée en facteur explicatif d'ensemble, de cause ultime. L'histoire des idées est mobilisée largement dans toute l'œuvre de Vermeil. Son « essai d'explication » est construit comme une gigantesque fresque historique de l'Allemagne, dont les références empruntent plus aux domaines de l'histoire littéraire et philosophique qu'aux travaux d'histoire sociale, économique et politique.
Malgré la défiance initiale d'Andler et de Herr vis-à-vis de la littérature, celle-ci constitue une part fondamentale des facteurs explicatifs mobilisés par les germanistes de la génération suivante. Robert Minder, normalien de la promotion de 1921 et titulaire de la chaire du Collège de France en 1957, entreprend un vaste travail « d'histoire culturelle et psychologique des peuples », fondé sur l'étude de la production littéraire, dont il fait un objet fondamental[24] : « Dans un domaine dont la matière est aussi vaste que les méthodes sont mal définies - l'histoire culturelle - nous espérons éviter la dispersion en ramenant nos remarques glanées partout à ce foyer central : la littérature vue comme agent de transmission privilégié du passé des peuples. (...) [La germanistique] doit trouver son point d'insertion dans le vaste mouvement déjà amorcé qu'est le regroupement des sciences humaines. (...) Mais aussi indispensable que soit cette coopération, l'histoire littéraire conserve son domaine propre. Les courbes et les statistiques, les études d'infrastructure ne sont pas tout dans une discipline où l'intuition, le goût, la sympathie, la sensibilité demeurent primordiaux »[25].

Cependant, la façon d'envisager concrètement la civilisation allemande et d'en traiter dans des ouvrages varient selon les germanistes. On peut ainsi opposer deux modèles au travers des œuvres les plus abouties de Robert Minder et d'Edmond Vermeil, qui offrent un bon panorama des principales positions intellectuelles. Le primat de l'explication culturelle s'incarne dans des méthodes assez différentes. Robert Minder privilégie une approche psychologique. Dans son ouvrage de synthèse, *Allemagnes et Allemands* paru en 1948, il se propose de réaliser une histoire de la sensibilité : « une histoire qui prend bien comme point de départ des faits matériels, mais en même temps, et plus encore, essaie de déterminer leur coefficient affectif, leur pouvoir de valorisation mythique »[26].
Dans l'introduction générale, il décrit les différentes étapes de son travail : examiner les bases ethniques des diverses provinces, esquisser leur tableau psychologique, puis retracer leur rôle dans l'évolution politique et culturelle de l'Allemagne. Chaque province est donc envisagée du point de vue de « la psychologie des peuples, (...) de leur idéologie sentimentale. (...) [une] chose qui n'existe et ne peut exister que dans la tête d'un Allemand (...) : l'image affective, à la fois intense et

diffuse, qu'un homme porte en lui de sa patrie. (...) C'est la connaissance, ou plus exactement la compréhension simple, directe, immédiate de cet ensemble qui manque à l'étranger »[27],

Chaque chapitre prend comme objet une région : dans un premier temps, il traite du pays et de ses habitants, de la littérature, de l'architecture, du paysage. Puis, il présente l'histoire politique, sociale et culturelle de la région, en se limitant aux éléments « valorisés », c'est-à-dire ceux qui forment la conscience d'appartenance régionale. Les grandes figures présentées dans la seconde partie du chapitre sont autant de témoins des caractéristiques décrites dans la première partie. Toute sa démonstration se fonde sur l'idée d'un substrat culturel, voire spirituel, spécifique à chaque région allemande et dont la cohabitation fonde la véritable nature des Allemands. Elle aurait été par ailleurs violentée par les impératifs économiques et politiques de l'unification.
La méthode de Vermeil paraît à première vue plus classique. Elle emprunte essentiellement à l'histoire, avec une prépondérance pour l'histoire des idées. S'il ne néglige pas les réalités politiques, sociales et économiques, elles semblent cependant toujours subordonnées à la force organisatrice de la culture. Pour lui, l'événement central est de nature religieuse. Il perpétue ainsi les analyses de Charles Andler autour de l'idée selon laquelle « la Réforme, événement en principe d'ordre religieux, aurait, en Allemagne, investi abusivement le champ de la société civile et conduit à une subordination de fait du religieux au politique »[28]. Sa démonstration tend à montrer comment le luthéranisme a produit des conduites passives et soumises aux discours politiques sur la force et la puissance germaniques. Ce type d'approche impose une construction sur la longue durée, qui tend à figer les modes d'évolution, en négligeant les transformations profondes qui résultent par ailleurs d'événements comme la révolution industrielle[29]. Il faut aussi envisager les présupposés d'un tel schéma d'analyse. Le protestantisme allemand, considéré comme une religion d'Etat, constitue le facteur négatif de l'histoire allemande et sa composante antidémocratique. Cela parce qu'il opère une subordination de l'Etat à l'irrationalité de la religion, et l'abdication de la pensée critique dans une attitude de soumission au pouvoir. En négatif, on peut lire une position forte en faveur de la laïcité de l'Etat, condition indispensable à son élaboration sur un mode rationnel[30]. Derrière les grands panoramas historiques de Luther au IIIe Reich[31], le projet d'Edmond Vermeil rejoint celui de Robert Minder, de parvenir à élaborer une « psychologie sociale et politique de l'Allemagne moderne et contemporaine »[32]. Dans la conclusion écrite en 1945 pour la réédition de *L'Allemagne, essai d'explication*, il propose une « esquisse

psychologique » et insiste sur les puissants facteurs d'unification psychologiques, linguistiques, littéraires et philosophiques, qui trouvent leur consécration dans le romantisme.

La fin des civilisationnistes

La seconde guerre mondiale va mettre à mal cette position de spécialiste ès civilisation allemande. Les germanistes formés à la fin des années trente entreprennent des carrières universitaires toutes entières consacrées à la langue et à la littérature et se retirent des positions d'experts de leurs prédécesseurs. Ce processus de respectabilisation peut avoir différentes explications, dont l'une et non des moindres, est la nécessité d'opérer la rupture entre la dimension savante et la dimension politique afin de permettre enfin à la discipline d'acquérir des lettres de noblesse dans le champ universitaire. Cette transformation se lit dans l'évolution sociologique du corps des germanistes, qui compte à partir de 1940 un nombre croissant de normaliens[33]. La position d'Edmond Vermeil devient alors l'exception. Il incarne en 1945 l'ultime personnification de la première période de la germanistique, fondée sur sa double qualité universitaire et politique.

Dans la continuité du questionnement sur le « problème allemand », sa réflexion d'après-guerre se teinte d'une vision très pessimiste de l'Allemagne contemporaine, héritée d'un déchirement douloureux contemporain du nazisme. Il ne parvient pas à croire aux transformations subies par l'Allemagne depuis la fin du conflit. En 1956, il écrit encore dans un article au titre éloquent (« Continuité historique de l'Allemagne ») : « La question capitale est celle-ci : le régime actuel est-il démocratique ? Or, à rappeler le souvenir des élections de 1953, celui de la C.E.D. inspiré visiblement par l'Allemagne, les attendus de la Cour de Karlsruhe au sujet de la suppression du parti communiste, les allures du chancelier, le réarmement et ses véritables dessous, on peut se permettre le doute »[34].

Le choix de l'approche civilisationniste est porteur d'une profonde ambivalence, décrite par Pierre Ayçoberry comme une sorte de « haine amoureuse », résultat « d'une profonde déception devant la montée de la barbarie dans le pays de Goethe »[35]. L'Allemagne est pour les germanistes des années trente un objet de souffrance. Elle impose des phases d'espoir et de désespoir, d'autant plus importantes que la compréhension en est difficile. Au-delà de tous les travaux scientifiques, on a le sentiment que la germanistique de la première période ne se conçoit que par le biais d'une connaissance intime, irréductible à la simple logique. Elle fonde cet attachement, qui devient désarroi quand

l'évolution de l'histoire allemande semble conforter les analyses de longue durée : le nazisme devient alors l'ultime avatar de l'histoire allemande, ce qui n'incite pas à l'optimisme. En 1947, après une carrière de plus de quarante années, Edmond Vermeil choisit de souligner devant les étudiants de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris l'impossibilité dans laquelle il se trouve encore de fournir une réponse : « Je sais mieux que jamais pourquoi je ne sais rien et je vois avec une stupeur croissante, les difficultés et les énigmes se multiplier au sein de l'immense confusion et de l'immense détresse présentes »[36].

Mais ces désillusions n'empêchent pas qu'il se refuse à abandonner la place. Quand le secrétariat des conférences met sur pied au printemps 1945 une Commission de rééducation du peuple allemand, dont l'objet est d'étudier les solutions pratiques à mettre en œuvre pour la dénazification et la démocratisation, Edmond Vermeil en est nommé président[37]. C'est lui qui est chargé de rédiger le rapport de synthèse qui sera l'objet discuté par les experts l'année suivante. Pour justifier l'engagement important des Français dans la politique de rééducation, il souligne leur connaissance approfondie du problème allemand, ce qui ne serait pas le cas des Anglo-saxons[38]. Il est également responsable des cours destinés à expliquer le national-socialisme aux futurs membres de l'administration française en Allemagne, lors de leur stage de formation[39]. Enfin, son souci d'explication continue auprès d'un public particulier, celui des étudiants de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Mais il faut souligner la position ambiguë qu'il occupe alors. Certes, il reste une référence incontournable, ce qui explique sa présence dans les rares commissions de réflexion sur le problème allemand mises en place dans les premières années de l'occupation française en Allemagne, il fait de nombreuses conférences en Allemagne même et produit des textes sur la question de la rééducation du peuple allemand et de sa place en Europe[40]. Mais au même moment, il incarne une option dépassée de sa discipline en pleine opération de reconversion et ne suscite aucun disciple, même s'il reste haut placé dans la hiérarchie universitaire. L'indice le plus fort de son « vieillissement scientifique » peut se lire dans son succès éditorial et intellectuel. Son approche de l'Allemagne et le cadre d'analyse du « problème allemand », qu'il a développés et qu'il continue à répandre dans l'espace intellectuel, restent après 1945 les modèles dominants de l'interprétation de l'Allemagne. On le retrouve presque mot à mot dans toute la littérature qui paraît sur l'Allemagne contemporaine au lendemain de la seconde guerre mondiale. Simplifiées à l'extrême, ses analyses de la relation entre luthéranisme et spécificité allemande sont le substrat de toute une littérature consacrée à la question allemande.

Conclusion

La germanistique s'est d'abord imposée comme une science en prétendant apporter les réponses à une interrogation spécifique pour laquelle elle a élaboré des outils particuliers. S'ils correspondent à une étape de la discipline, ils vont finalement se révéler incapables de résoudre l'énigme fondamentale qu'est le national-socialisme dans des termes susceptibles de survivre à son effondrement. De ce fait, la germanistique a créé les conditions internes de son propre repli sur les questions de nature littéraire après la seconde guerre mondiale. L'abandon des questions de civilisation dans la formation et les travaux des germanistes après 1945 a laissé le champ libre à l'émergence de nouveaux spécialistes de l'Allemagne contemporaine n'appartenant pas à la discipline. Le principal d'entre eux, Alfred Grosser, a ébauché une carrière de germaniste, rapidement reconvertie vers la science politique. C'est dans son sein qu'il reprendra la perspective globalisante des premiers germanistes en même temps que leur position intermédiaire d'expert des questions allemandes[41]. La germanistique, quant à elle, reviendra à ses premières amours dans les années 1970 avec la création de l'Institut d'Allemand d'Asnières, au sein de l'Université de Paris III.

NOTES

[1] Pour une histoire de l'enseignement des langues étrangères au XIXème siècle, cf. ESPAGNE Michel, *Le paradigme de l'étranger*, Paris, Le Cerf, 1993.

[2] RAULET G., « L'histoire des idées. Situation et fonction », in ESPAGNE M., WERNER M. (dir.), *Les études germaniques en France, 1900-1970*, Paris, CNRS-Editions, 1994, p. 386.

[3] Cf. par exemple FAVRE P., *Naissances de la science politique en France (1870-1914)*, Paris, Fayard, 1989.

[4] Cf. le propos cité par C. Charle, lorsqu'il évoque la discussion à la Sorbonne pour la succession d'Henri Hauvette à la chaire de littérature italienne. Le rapporteur y affirme en effet que « le professeur chargé de l'enseignement à la Sorbonne est en même temps, chez nous, le représentant le plus en vue de la culture étrangère et l'agent le plus qualifié des rapports entre les deux pays » ; CHARLE C., *La République des universitaires, 1870-1940*, Paris, Seuil, 1994, p. 222.

[5] Comme par exemple les travaux de Charles ANDLER sur le socialisme allemand, objet qui conjugue les deux aspects principaux de la « politisation » des sciences sociales à la fin du XIXème siècle et au début du XXème : l'identité nationale et la question sociale.

[6] Lettre de L. HERR, 22 février 1926, in *Correspondance entre Charles Andler et Lucien Herr (1891-1926)*, Paris, Presses de l'Ecole normale supérieure, 1992.

[7] Il faut rappeler également sa présence, aux côtés de Charles ANDLER, dans les réalisations du haut-commissariat aux provinces rhénanes, chargé de la politique française d'occupation.

[8] Cf. DUPEUX L., « La revue *L'Allemagne contemporaine* (1936-1939) » in *Les relations franco-allemandes, 1933-1939*, Paris, Editions du CNRS, 1976, pp. 167-177.

[9] *L'Allemagne contemporaine*, n° 1, 1931.

[10] *L'Allemagne contemporaine*, juillet-août, 1937.

[11] LE RIDER J., « La *Revue d'Allemagne* : les germanistes français, témoins et interprètes de la crise de la République de Weimar et du nazisme », in BOCK H. M., MEYER-KALKUS R., TREBITSCH M. (dir.), *Entre Locarno et Vichy. Les relations culturelles franco-allemandes dans les années trente*, Paris, Editions du CNRS, 1993, pp. 363-374.

[12] BOCK H.-M., « Henri Lichtenberger, père fondateur de la germanistique française et médiateur entre la France et l'Allemagne », in ESPAGNE M., WERNER M. (dir.), *Les études germaniques...*, *op. cit.*, p. 162.

[13] Cf. L'HUILLIER F., *Dialogues franco-allemands*, Paris, Ophrys, 1971.

[14] *Démocratie française et démocratie allemande. La guerre d'agression comme problème de droit international*, 1930 ; *L'Allemagne et les démocraties occidentales*, 1931. Dotation Carnegie pour la paix, collection « Publications pour la conciliation internationale ».

[15] *L'hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe*, avec GEROME Pierre, Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, 1937, 97 p. Vermeil devient aussi l'un des animateurs de la revue *Races et Racisme*. Il donne des conférences au Cercle Descartes et édite les textes politiques de Heine aux Editions sociales internationales.

[16] VERMEIL Edmond, *L'Allemagne contemporaine*, Paris, Les cours de droit, 1947, p. 255.

[17] VERMEIL Edmond, *Lettre sur ses travaux et projets à l'occasion de sa candidature à la chaire de langue et de littérature germaniques au Collège de France*, [s.l.n.d.], p. 7.

[18] *Ibid.*, p. 6.

[19] CHARLE C., « Introduction », *Correspondance entre Charles Andler et Lucien Herr...*, *op. cit.*, p. 18.

[20] *Ibid.*, p. 21.
[21] *Les études germaniques*, Paris, Larousse, 1915, p. 21.
[22] RAULET G., « L'histoire des idées », *art. cit.*, p. 392.
[23] VERMEIL E., *Lettre sur ses travaux...*, *op. cit.*, p. 9.
[24] MINDER R., *Leçon inaugurale au Collège de France*, 24 janvier 1958, p. 20.
[25] *Ibid.*, p. 29.
[26] MINDER R., *Allemagnes et Allemands*, Paris, Seuil, 1948, p. 8.
[27] *Ibid.*, p. 13.
[28] GRUSON P., « La référence religieuse dans la germanistique universitaire française », *Revue d'Allemagne*, n° 4, 1989, p. 509.
[29] GRUSON P., « Les appartenances confessionnelles des germanistes français », in ESPAGNE M., WERNER M. (dir.), *Les études germaniques...*, *op. cit.*
[30] *Ibid.*, p. 91.
[31] Dans ses livres et cours sur l'Allemagne contemporaine, Edmond Vermeil consacre une part prépondérante à l'histoire du pays avant 1945. Cette dernière période ne représente que quelques pages en fin d'ouvrages : 18 sur 272 pages en 1947 (*L'Allemagne contemporaine*, Paris, Les cours de droit), 27 sur 191 en 1953 (*L'Allemagne contemporaine*, Nancy, Centre européen universitaire).
[32] VERMEIL E., *Lettre sur ses travaux...*, *op. cit.*, p. 10.
[33] Cf. PICARD Emmanuelle, « Une discipline en voie de respectabilisation : la germanistique française au milieu du XXème siècle », *Lendemains* (Berlin), à paraître en 2002.
[34] *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 1, 1956, p. 11.
[35] AYCOBERRY P., *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme, 1922-1975*, Paris, Seuil, 1979, p. 73.
[36] VERMEIL E., *L'Allemagne contemporaine*, Paris, Les cours de droit, 1947, p. 1.
[37] On peut souligner la très grande proximité qui existe entre les prises de position de Vermeil et celles d'André Siegfried telles que nous avons pu les saisir au travers de sa conférence inaugurale aux stages de formation de l'A.M.F.A. Tous deux appartiennent à la même génération, enseignent à l'Ecole libre des sciences politiques et ont participé à la fondation de *L'année politique et économique*.
[38] DEFRANCE C., « Edmond Vermeil et la commission de rééducation du peuple allemand, 1945-1949 », *Revue d'Allemagne*, n° 2, 1996, p. 208.
[39] ZAUNER S., *Erziehung und Kulturmission : Frankreich Bildungspolitik in Deutschland, 1945-1949*, Munich, Oldenbourg, 1994, p. 60.
[40] « Le problème allemand, vue d'ensemble », in VERMEIL E. et alii, *Quelques aspects du problème allemand*, Paris, 1945 ; « Les alliés et la rééducation des Allemands », *Politique étrangère*, n° 6, 1947 ; *L'Allemagne dans l'Europe de demain*, Paris, Les grandes éditions françaises, 1947.
[41] Cf. PICARD Emmanuelle, *Des usages de l'Allemagne. Politique culturelle française en Allemagne et rapprochement franco-allemand, 1945-1963. Politique publique, Trajectoires, discours*, thèse pour le doctorat d'histoire, IEP de Paris, 1999.

RESUME

La germanistique française est née au début du XXème siècle avec la création de la première chaire de langue et de littérature allemandes à la Sorbonne en 1901. Durant la première moitié du siècle, les germanistes ont conquis leur légitimité scientifique en cumulant les positions d'universitaires, d'experts et de vulgarisateurs. Ils ont développé un discours d'ordre général ayant pour objet d'expliquer l'Allemagne dans une situation où elle était perçue avant tout comme problématique. Ce projet « civilisationniste » a connu son apogée dans les années trente, en particulier dans les travaux d'Edmond Vermeil. La seconde guerre mondiale lui a porté un coup définitif, entraînant le retrait des germanistes vers des objets plus nobles et leur remplacement comme spécialistes de l'Allemagne contemporaine par des personnalités extérieures à la discipline.

ABSTRACT

The french German Studies appeared at the beginning ot the XXth century, when the first Chair of german language and literature was created in the Sorbonne in 1901. During the first mid-century, the french germanists have conquiered scientific legitimity, cumulating academic, expert and publicist experiences. They have elabored a new discourse on Germany, perceived as a problem in Europe, and fixed themselves as the only personns to explain it. This trend doesn't survive to the Second World War, when the french Germanists retired themselves and chose to work only on literary subjects.